



## Arrêt

**n° 123 178 du 29 avril 2014  
dans l'affaire X / III**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**contre:**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à  
l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté**

### **LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III<sup>e</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 10 février 2014, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation d'une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, pris le 20 décembre 2013.

Vu le titre I<sup>er</sup> bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 18 mars 2014 convoquant les parties à l'audience du 10 avril 2014.

Entendu, en son rapport, N. RENIERS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me G. MAFUTA LAMAN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me D. STEINIER loco Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause.**

1.1. Le 30 juillet 2013, le requérant a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, en faisant valoir sa qualité de conjoint de Belge.

1.2. Le 20 décembre 2013, la partie requérante a pris, à son égard, une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, décisions qui lui ont été notifiées, le 13 janvier 2014. Ces décisions, qui constituent les actes attaqués, sont motivées comme suit :

« ☐ l'intéressé ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen de l'Union :

*Dans le cadre de la demande de droit au séjour introduite le 30/07/2013 en qualité de conjoint de Belge (de [X.X.] [...]), l'intéressé a produit un acte de mariage et la preuve de son identité (passeport). Si [le requérant] a démontré qu'il dispose d'une assurance maladie couvrant l'ensemble des risques en Belgique et que la personne qui ouvre le droit dispose d'un logement décent, il n'a pas établi que son épouse dispose de revenus stables, suffisants et réguliers tels qu'exigés par l'article 40ter de la Loi du 15/12/1980.*

*En effet, [l'épouse du requérant] perçoit des allocations de chômage d'un montant maximum de 1155,33€ (mai 2013). Selon l'article 40 ter de la loi 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, les allocations de chômage ne sont prises en considération que s'il y a une recherche active d'emploi, ce qui n'est pas le cas ici. De plus, ces revenus n'atteignent pas le montant visé à l'art 40ter de la loi du 15/12/1980 (1089,82 €- taux personne avec famille à charge x 120% = 1307,78€). En outre, rien n'établit dans le dossier du demandeur que les allocations de chômage sont suffisantes pour répondre aux besoins du ménage (loyer non défini sur l[e] bail et charges de logement, frais d'alimentation et de mobilité, assurances et taxes diverses,...).*

Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 40 ter de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, l'établissement, le séjour et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée. Il est enjoint à l'intéressé de quitter le territoire du Royaume dans les 30 (trente) jours ».

## **2. Examen des moyens d'annulation.**

2.1. La partie requérante prend, notamment, un premier moyen de la violation « du principe de bonne administration ».

Elle fait valoir que « que le requérant est marié avec madame [X.X.], de nationalité belge avec qui il vit ; Son épouse a un revenu de 1.134,90 euros. Il est simplement extraordinaire de vouloir séparer ce couple marié sous prétexte qu'il n'aurait pas assez d'argent pour vivre leur amour alors même que ce couple ne se plaint de rien et s'organise pour vivre avec ce qu'ils reçoivent mensuellement ; Que cet élément n'a pas été pris en compte par la décision entreprise. Qu'il s'agit d'une décision stéréotypée prise dans la précipitation, sans tenir compte des éléments spécifiques et réels du dossier ; Qu'au lieu de prendre une décision stéréotypée, la partie adverse devait, selon les exigences du principe de bonne administration, disposer de tous les éléments de la cause ; Si un tel examen avait été fait, la partie adverse aurait certainement vu que l'argent que ce couple reçoit lui permet de répondre à tous leurs besoins ; Qu'il ne suffit pas d'appliquer de façon mécanique un chiffre qu'on utiliserait automatiquement aux personnes faisant une demande de séjour en qualité de membre de famille d'un citoyen européen pour conclure au défaut de ressources suffisantes sans se pencher plus sur la situation individuelle du requérant qui n'a pas besoin de plus d'argent pour vivre avec sa famille ; En l'espèce, le requérant et son épouse ne se plaignent de rien, leurs ressources financières sont suffisantes et répondent à leurs besoins [...] ».

2.2.1. A cet égard, le Conseil rappelle que le principe général de bonne administration, selon lequel la partie défenderesse a l'obligation de procéder à un examen particulier des données de l'espèce, découle de la volonté implicite du constituant, du législateur ou de l'autorité réglementaire. En ce sens, la partie défenderesse est tenue à un exercice effectif de son pouvoir d'appréciation duquel découle une obligation de minutie et de soin, « [...] ce qui lui impose, notamment, de procéder à un examen particulier et complet; que le caractère "particulier" de cet examen prohibe les décisions globales et empêche l'autorité de prendre une position de principe rigide, car si un tel pouvoir lui est reconnu, c'est précisément qu'il est attendu de cette dernière qu'elle prenne en considération les circonstances propres à chaque espèce » (arrêt CE n° 115.290 du 30 janvier 2003). Il incombe donc à la partie défenderesse de procéder à un examen complet des données de l'espèce et de prendre en considération l'ensemble des éléments de la cause.

Le Conseil rappelle également qu'aux termes de l'article 40ter, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, le ressortissant belge rejoint doit, en ce qui concerne les membres de la famille visés à l'article 40bis, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, de la même loi, démontrer « *qu'il dispose de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers. Cette condition est réputée remplie lorsque les moyens de subsistance sont au moins équivalents à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, § 1er, 3°, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale. L'évaluation de ces moyens de subsistance :*

*1° tient compte de leur nature et de leur régularité ;*

*[...];*

*3° [...] ne tient pas compte des allocations d'attente ni de l'allocation de transition et tient uniquement compte de l'allocation de chômage pour autant que le conjoint ou le partenaire concerné puisse prouver qu'il cherche activement du travail ».*

L'article 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit pour sa part que « *En cas de non-respect de la condition relative aux moyens de subsistance stables et réguliers visée [...] à l'article 40ter, alinéa 2, le ministre ou son délégué doit déterminer, en fonction des besoins propres du citoyen de l'Union rejoint et des membres de sa famille, les moyens de subsistance nécessaires pour permettre de subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics. Le ministre ou son délégué peut, à cette fin, se faire communiquer par l'étranger et par toute autorité belge tous les documents et renseignements utiles pour la détermination de ce montant ».*

2.2.2. En l'occurrence, le Conseil observe qu'à l'appui de sa demande de carte de séjour, le requérant a notamment produit la copie d'une attestation de paiement des allocations de chômage pour la période de janvier à juin 2013.

Le Conseil relève que la première décision attaquée est notamment fondée sur le constat de l'impossibilité de prendre en compte les allocations de chômage de l'épouse du requérant, dès lors qu'il n'est pas démontré que celle-ci recherche activement un emploi, constat qui se vérifie à l'examen du dossier administratif et n'est pas contesté par la partie requérante.

2.2.3. Ensuite, le Conseil observe que la partie défenderesse a estimé devoir procéder à la détermination des moyens visés à l'article 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. La première décision attaquée est ainsi, notamment, fondée sur la considération que « *rien n'établit dans le dossier du demandeur que les allocations de chômage sont suffisantes pour répondre aux besoins du ménage (loyer non défini sur l[e] bail et charges de logement, frais d'alimentation et de mobilité, assurances et taxes diverses,...) [...]* ».

Le Conseil relève toutefois qu'il ne ressort ni de cette décision, ni du dossier administratif, au terme de quelle analyse et sur la base de quels éléments la partie défenderesse est parvenue à cette conclusion et, partant, qu'il est dans l'impossibilité de vérifier si celle-ci a tenu compte « *des besoins propres du citoyen de l'Union rejoint et des membres de sa famille* » selon les termes de l'article 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, alors que l'ampleur des besoins peut être très variable selon les individus, comme l'a rappelé la Cour de Justice de l'Union européenne dans l'arrêt Chakroun (arrêt du 4 mars 2010, rendu dans l'affaire C-578/08, § 48). Le Conseil estime donc qu'en se bornant, dans la motivation de la première décision attaquée, à énumérer les divers frais et charges auxquels doit faire face un ménage, sans aucune indication précise, ni même estimation, de leurs montants respectifs, s'abstenant ainsi de procéder à un examen concret tel que prévu par l'article 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse a violé son obligation de prendre en considération l'ensemble des éléments pertinents de la cause, au regard de la disposition précitée, et partant, violé le principe général de bonne administration tel que développé au point 2.2.1. du présent arrêt.

Sur ce point, l'argumentation de la partie défenderesse, développée en termes de note d'observations, selon laquelle « le ménage rejoint constitue d'ores et déjà une charge pour les pouvoirs publics. La partie requérante n'a donc nullement intérêt à se prévaloir de [l'article 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980]. De plus, vu qu'il ne peut être tenu compte des allocations de chômage en l'espèce, la partie défenderesse n'avait pas à appliquer cette disposition », n'est pas de nature à énerver les considérations qui précèdent. En effet, le Conseil observe qu'en l'espèce, la partie défenderesse a néanmoins estimé devoir procéder à un tel examen, en telle sorte que l'argumentation susmentionnée, par laquelle elle tente, *a posteriori*, de prendre le contre-pied de la motivation entreprise, ne saurait être admise. Au surplus, et en tout état de cause, il ne ressort ni de la première décision attaquée, ni du dossier administratif, que la partie défenderesse a constaté le caractère non stable ou non régulier des revenus dont dispose l'épouse du requérant.

2.3. Il résulte de ce qui précède que le premier moyen ainsi circonscrit est fondé et suffit à justifier l'annulation de la première décision attaquée. Il n'y a pas lieu d'examiner le second moyen qui, à le supposer fondé, ne saurait entraîner une annulation aux effets plus étendus.

2.4. L'ordre de quitter le territoire, pris à l'encontre de la requérante, constituant l'accessoire de la décision de refus de séjour de plus de trois mois, qui lui a été notifiée à la même date (voir *supra*, point 1.2. du présent arrêt), il s'impose de l'annuler également.

### **3. Débats succincts.**

3.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

3.2. Au vu de ce qui précède, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension, à laquelle la partie requérante n'avait en tout état de cause pas intérêt au vu des termes de l'article 39/79 de la loi du 15 décembre 1980.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

#### **Article 1.**

La décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, pris le 20 décembre 2013, sont annulés.

#### **Article 2.**

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-neuf avril deux mille quatorze par :

Mme N. RENIERS,

Président F. F., juge au contentieux des étrangers

Mme N. SENGEGERA,

Greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

Mme N. SENGEGERA

N. RENIERS